

**Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et
de la Haute-Vienne**

Brive-la-Gaillarde, le 8 janvier 2026

**Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PHOTONIS FRANCE SAS

**AVENUE ROGER RONCIER
BP 520
19106 Brive-La-Gaillarde**

Références : 2026-01-08 UiD192026-0002r georisques

Code AIOT : 0006000336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement PHOTONIS FRANCE SAS implanté AVENUE ROGER RONCIER ZI BEAUREGARD BP 520 19100 Brive-la-Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 13/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été organisée dans le cadre de la mise en œuvre, sur site, de deux projets ayant conduit à l'adoption de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/10/2025. Le premier projet concerne la construction d'un bâtiment neuf, constitué d'une partie tertiaire, sur 4 niveaux, et d'une seconde partie « ateliers », induisant le déplacement de plusieurs ateliers d'ores et déjà présents sur le site.

Ce bâtiment est actuellement en cours de construction, la réception est prévue pour le premier trimestre 2026. Le bâtiment K devant être détruit dans le cadre de ce projet était toujours présent au jour de l'inspection. Le second projet concerne la démolition d'un local de process industriel en structure préfabriquée et à la construction d'un nouveau local, dans lequel sera exercée l'activité liée à la préparation des solutions utilisées sur les lignes de travail chimique du verre, soumise à la rubrique 2531 - verre ou cristal (travail chimique du) de la nomenclature des ICPE.

La présente inspection a eu lieu pendant cette période transitoire et de test au cours de laquelle les deux unités de préparation sont présentes concomitamment sur le site, induisant une augmentation du volume de produit de traitement nécessaire à l'activité de travail chimique du verre, de 2 620 litres à 4 410 litres. La nouvelle structure a bien été installée et était en phase d'essais. L'ancienne structure sera évacuée du site au premier trimestre 2026. La présente inspection a également pour objet de vérifier comment l'exploitant prévient le risque incendie sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PHOTONIS FRANCE SAS
- AVENUE ROGER RONCIER ZI BEAUREGARD BP 520 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0006000336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société PHOTONIS FRANCE, basé à Brive-la-Gaillarde depuis 1937, est dédié à la fabrication de composants et de systèmes optoélectroniques pour les domaines de la défense et de la sécurité, de la science et de la recherche et de l'instrumentalisation nucléaire.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 04/08/2005, article 4.7	Demande d'action corrective	1 mois
3	Maintenance des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/08/2005, article 4.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	2 mois
6	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 04/08/2005, article 5.11	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	AP Complémentaire du 15/10/2025, article 3-1	Sans objet
5	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2005, article 5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le site dispose d'une forte culture de la prévention du risque incendie. Les moyens de lutte contre l'incendie sont régulièrement suivis et contrôlés et les rapports de contrôle ne présentent, à ce stade, aucune anomalie. En revanche, l'exploitant devra veiller à mettre en place un registre de suivi de ces rapports de contrôle, dans lequel devront être consignées et suivies les potentielles anomalies constatées. Il devra également mettre en œuvre, si cela n'a pas déjà été fait, les actions correctives concernant les anomalies constatées dans les rapports de contrôle par thermographie des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/10/2025, article 3-1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative du site
Prescription contrôlée : Cf. tableau de situation administrative du site issu de l'article 3-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/10/2025.
Constats : Interrogé lors de l'inspection quant à une éventuelle évolution de la situation administrative du site depuis l'adoption de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/10/2025, l'exploitant a indiqué que la situation du site n'a pas changé depuis cette date et ce malgré l'ensemble des travaux mis en œuvre sur le site (dans le cadre des projets Noba et Prépa Chimie). L'exploitant précise toutefois que de nouveaux projets seront à venir en 2026, mais que ceux-ci ne devraient pas avoir d'incidence sur la situation administrative du site au regard de la nomenclature des ICPE et qu'il s'agira essentiellement d'agrandissements des espaces de travail, d'achats de nouvelles machines, mais sans augmentation des capacités ou des volumes présents sur le site. L'exploitant a toutefois indiqué que le site souhaiterait se doter de la géothermie et que de ce fait, un dossier de porter à connaissance devrait être déposé en décembre 2025. La mise en œuvre de ce projet débiterait en mars 2026. Sur site, il a été constaté l'avancement des travaux du projet NoBa, avec le montage des cloisons des différents ateliers d'usinage, de polissage, de contrôle et des fours, qui seront prochainement transférés dans ce nouveau bâtiment. L'exploitant a également indiqué que, dans le cadre de ce projet, le bâtiment K sera prochainement détruit. L'exploitant a indiqué qu'à ce jour ce nouveau bâtiment est raccordé à l'alarme incendie et que les sirènes y seront installées dans les 15 jours. A ce titre, il a été précisé à l'Inspection que dans le cadre de ces agrandissements et nouveaux aménagements, tous les murs et toutes les cloisons construits dans les ateliers, sur l'ensemble du site, sont coupe-feu 2 h. Par suite, il a également pu être constaté l'installation et la mise en œuvre, depuis la semaine précédente l'inspection, du nouveau bungalow du projet "Prépa Chimie". L'exploitant a indiqué que la phase de transition entre l'ancien et le nouveau bungalow est actuellement en cours et que les résultats des essais de cette nouvelle installation étaient très satisfaisants. Il a également précisé que l'ancien bungalow serait évacué du site au cours du premier trimestre 2026.

Il a pu être constaté que l'ensemble de l'installation est sur rétention et que tout le système est automatisé et est suivi par un opérateur formé via une centrale, qui permet notamment le suivi des alarmes. Il a été précisé que cet opérateur dispose, en cas d'absence, d'un binôme formé et qu'une autre personne est également formée à l'utilisation de cette installation pour pouvoir la prendre en charge les week-ends. En cas d'incident sur l'installation, la nuit notamment, celle-ci se met en sécurité et ne peut être redémarrée que le lendemain matin par l'opérateur au moment de sa prise de poste.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2005, article 4.7
Thème(s) : Autre, Registre entrée/sortie des produits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état (registre entrée/sortie) indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>AP 04/08/2005 - article 4.3 - Connaissance des produits étiquetage</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du Code du travail [abrogé, cf. R. 4411-73 du Code du travail].</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits ou éventuellement leur code et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, il a été constaté que l'exploitant dispose d'un état des stocks, prenant la forme d'un ERP (Enterprise Resource Planning) permettant de gérer les magasins et les stocks. En cas de perte d'utilités sur le site, l'exploitant précise que cet ERP n'est pas disponible au poste de contrôle de sécurité, à l'accueil du site, mais indique qu'il serait accessible en distanciel, via l'ouverture d'une cession utilisateur.</p> <p>En cours d'inspection, l'exploitant a fourni un extrait de cet état des stocks s'intitulant "Stock chimie par emplacement", concernant les produits stockés dans les bâtiments "magasins" G (produits chimiques acides/basiques) et R (produits inflammables).</p> <p>En revanche, cet état des stocks ne permet pas de faire un filtrage par bâtiment de stockage et ne précise pas les produits ayant été répartis dans les différents ateliers du site, mais selon l'exploitant cela pourrait peut-être pouvoir se faire via un paramétrage de l'outil. Cet état des stocks répertorie les produits selon 4 rubriques : site, emplacement (mais a priori pas de filtre possible), article, quantité.</p> <p>Les produits sont listés selon des codes à 12 chiffres, qui permet de déterminer le produit, la typologie du produit, le contenant associé, la quantité, l'emplacement du stockage et le fournisseur.</p>

Il a été précisé à l'Inspection, qu'en cas de besoin de produits, les ateliers doivent passer une commande dans l'ERP et ces produits leur sont livrés, le lendemain, uniquement par un cariste, ils ne peuvent avoir un accès direct aux magasins.

L'exploitant a également montré à l'Inspection et fourni une capture d'écran de la base de données des produits chimiques du site de Brive-la-Gaillarde, permettant de gérer les thématiques santé et sécurité sur le site. Cette base, contrairement à l'ERP, offre la possibilité de filtrer les produits présents sur le site, via les codes d'identification des produits à 12 chiffres, par secteur et par atelier. Elle détermine également, entre autres, la personne responsable de ces produits sur le site, leur utilisation, le fabricant, la liste des composants n° CAS, leur condition de stockage, les caractéristiques propres à ces produits (par exemple : présence de COV de catégorie A, présence de substances CMR).

Elle permet également d'avoir accès (via un lien) à l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits stockés et donc d'avoir accès aux mentions et pictogrammes de dangers de chaque produit et d'avoir un accès à la liste des produits soumis à la Directive REACH.

Cette base est accessible notamment à l'accueil du site (soit au niveau du poste de contrôle de sécurité), et, en cas de perte d'utilité sur le site, elle reste accessible via une connexion "utilisateur" à distance.

L'état des stocks, ainsi que la base des produits chimiques ne permettent en revanche ni de filtrer les produits en fonction de leur rubrique ICPE, ni en fonction de leur mention de danger.

Interrogé quant à la quantité de produits relevant de la rubrique 4110-2 - Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés - Substances et mélanges liquides supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg, il a pu être constaté, qu'au jour de l'inspection, l'état des stocks mentionnait la présence de 10 L d'acide fluorhydrique sur le site.

Par suite, dans les bâtiments G et R il a été constaté que les produits étaient tous étiquetés, avec le nom des produits, leurs codes à 12 chiffres et leurs symboles de dangers et entreposés sur rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra indiquer à l'Inspection, sous 1 mois, s'il est possible de pouvoir procéder au paramétrage de son ERP, de sorte que l'état des stocks permettent de déterminer avec précision l'emplacement des produits, par bâtiment et par atelier. Dans l'affirmative, il devra mettre en place ce paramétrage sous 1 mois en suivant.

Il devra également, dans le même délai, faire en sorte que l'état des stocks, disponible via l'ERP, soit accessible au poste de contrôle de sécurité du site, comme cela est le cas pour la base de données des produits chimiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Maintenance des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2005, article 4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 relatif à la réglementation du travail.
Constats : L'exploitant a indiqué que la société en charge de la vérification des installations électriques est la société DEKRA. Cette vérification est annuelle. Dans l'intervalle, l'exploitant précise qu'il peut être amené à faire des contrôles préventifs et des interventions en interne, notamment pour le resserrage dans les armoires électriques. La société DEKRA intervient sur le site durant 2 semaines pour contrôler l'intégralité des installations et est toujours accompagnée par un technicien du site, ainsi si des non-conformités sont constatées, elles peuvent être immédiatement corrigées, sont levées et ne sont donc pas listées dans le rapport de contrôle. Les équipements électriques défectueux ou défaillants sont systématiquement remplacés par des équipements neufs. La société DEKRA rédige un rapport de vérification des installations électriques et un Q18 pour chaque bâtiment du site. L'ensemble des attestations Q18 de 2025 a été communiqué. Des vérifications complètes ont été faites sur chaque installation dans chaque bâtiment du site. Il en ressort que l'ensemble des installations contrôlées ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. S'agissant des contrôles par thermographie, Q19, l'exploitant indique que les vérifications sont faites par la société JLM Thermographie, qui intervient sur le site une fois par an, durant 6 jours, pour réaliser l'ensemble des contrôles et est toujours accompagnée d'un technicien du site pour ce faire. L'exploitant a communiqué les cinq attestations Q19 des installations électriques par thermographie, n° TH25.0035.891.01 à 05. Le rapport n° TH25.0035.891.01, daté du 21/02/2025, fait état de deux anomalies de priorité 2 (actions sous 2 mois) et une anomalie de priorité 3 (action avant le prochain contrôle) et préconise de refaire les raccordements des conducteurs signalés défectueux. Le rapport n° TH25.0035.891.03, daté du 13/06/2025, fait état d'une anomalie de priorité 3 (action avant le prochain contrôle) sur deux armoires parafoudres (température anormalement élevée avec traces brunâtres d'échauffement sur l'enveloppe plastique) et le module présente une anomalie. Le rapport n° TH25.0035.891.05, daté du 18/10/2025, fait état d'une anomalie de priorité 2 (actions sous 2 mois). Ces rapports n'indiquent toutefois pas les dates des actions correctives mises en œuvre par l'exploitant. Dans l'intervalle de ces contrôles annuels, l'exploitant précise qu'il dispose d'une caméra thermique lui permettant de faire des vérifications ponctuelles, notamment pour constater et faire corriger, en suivant, par la société JLM Thermographie, des éventuels points d'échauffement.

Les non-conformités constatées dans les rapports de vérification des installations électriques sont enregistrées et suivies via un outil de GMAO, qui est un fichier Excel, suivi par le service Maintenance de la société PHOTONIS. Plus précisément, ce fichier est suivi par deux personnes, dont le responsable du Service maintenance/méthode. Ce fichier a été présenté à l'Inspection, il recense les non-conformités par bâtiment et détermine leur état d'avancement. Interrogé sur la hiérarchisation des anomalies dans ce fichier, l'exploitant a indiqué que les anomalies prioritaires sont matérialisées en rouge (par exemple si elle entraîne un risque d'incendie sur le site), mais cette matérialisation n'a pas pu être constatée lors de l'inspection.

Enfin, interrogé sur la mise en place et la puissance des futurs panneaux photovoltaïques devant être implantés sur et en façade du nouveau bâtiment, actuellement en cours de construction, il a été indiqué à l'Inspection que l'étude est toujours en cours, mais qu'une modification du projet avait été faite, de sorte de réduire le nombre de panneaux photovoltaïques et afin de savoir si ces panneaux pouvaient être posés uniquement sur la toiture et non plus en façade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit indiquer, sous 1 mois, les dates d'actions correctives mises en œuvre pour corriger les non-conformités constatées dans les rapports de contrôle par thermographie et il doit fournir à l'Inspection la preuve de ces corrections.

A défaut d'actions correctives mises en œuvre, il doit procéder, sous 2 mois, à la correction des anomalies constatées non encore corrigées et apporter la preuve, en suivant, de la bonne réalisation de ces actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Au cours de l'inspection, divers rapports de contrôles des équipements de lutte contre l'incendie ont été consultés et ont, par suite, été adressés à l'Inspection.

S'agissant des exutoires de fumées : ces équipements sont vérifiés annuellement par la société CHUBB. L'exploitant a communiqué le rapport d'intervention n° 22032711, relatif au désenfumage naturel daté du 01/07/2025. Le rapport indique que le site comprend 11 équipements fonctionnels. L'exploitant a précisé au cours de l'inspection que les exutoires sont présents dans les bâtiments M, P, B et dans le couloir situé entre les bâtiments B et M. Trois de ces exutoires sont à câbles et les autres fonctionnent avec des cartouches de gaz.

S'agissant de la détection incendie : le dernier rapport de vérification annuelle a été rédigé par la société FAUCHE MAINTENANCE (08/11/2024). Ce rapport concerne la vérification du système de détection incendie (SDI) (équipement de contrôle et de signalisation et équipements SDI, du système de mise en sécurité incendie (centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI) et équipements CMSI) et de l'alimentation électrique de sécurité. Le rapport vu en cours d'inspection fait état d'observations et d'une non-conformité. L'exploitant a reconnu ne pas avoir pris connaissance de cette observation et ne la comprend pas car, d'une part, un test journalier est réalisé sur cet équipement et aucune anomalie n'a été relevée, et d'autre part, cette installation est neuve (installée en 2024). Il indique que le prochain contrôle aura lieu la semaine suivant l'inspection et que de ce fait, il interrogera ladite société sur ce point, qui, selon lui, est une erreur. Le 08/12/2025, l'exploitant a confirmé que le rapport initial contenait bien une erreur matérielle qui a été corrigée par la société FAUCHE MAINTENANCE.

Il ressort du nouveau rapport transmis que si les observations sont toujours présentes, celui-ci ne présente plus de non-conformité. Le rapport conclut que l'installation est en bon état de fonctionnement, mais qu'il faut prévoir quelques levées de réserves.

S'agissant des moyens d'extinction et des systèmes d'extinction automatique : ces moyens sont suivis, sur site, directement par le Responsable du service maintenance/méthode. En cours d'inspection, l'exploitant a confirmé que le site n'est pas doté de sprinklage, en ce que l'eau n'est pas compatible avec diverses activités présentes sur le site. Au cours de l'inspection, l'exploitant a montré le rapport de vérification périodique Q4 n° 22032712, établi par la société CHUBB, daté du 01/10/2025, qui indique que l'installation présente diverses non-conformités, toutefois il est également apparu que ces anomalies n'étaient pas reprises dans le rapport de vérification établi par ladite société. L'exploitant reconnaît une nouvelle fois ne pas avoir pris connaissance de ces anomalies qui, selon lui, sont des erreurs matérielles. Il précise notamment que la non-conformité relative à l'extincteur CO2 périmé a été levée car celui-ci a été remplacé. L'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir pris attache avec la société CHUBB par courriel daté du 02/12/2025, afin d'obtenir des explications quant à l'incohérence constatée entre le Q4 et le rapport de vérification. La société CHUBB a répondu le 07/01/2026 que le rapport comportait bien des erreurs matérielles, qui ont été corrigées. A ce titre, elle a communiqué un nouveau Q4 dans lequel il est indiqué que le site est conforme et est maintenu conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.

<p>Sur site, il a été constaté, par sondage, que les extincteurs disposaient d'une étiquette de contrôle datée du mois de juillet 2025.</p> <p>S'agissant des portes coupe-feu : ces équipements sont contrôlés annuellement par la société Johnson Controls. L'exploitant a communiqué le rapport de vérification de fermeture coupe-feu des portes et rideaux du site, daté du 04/06/2025 n°190004.2025.1.PCF.RH.FR. Le rapport conclut à un état satisfaisant des installations, et précise que l'installation est raccordée au système SSI avec déclenchement sur détection incendie, que les portes du local serveur ne sont non raccordées au SSI, ce qui confirme ce que l'exploitant avait indiqué en cours d'inspection. Le rapport fait état de 12 fermetures automatiques coupe-feu sur le site.</p> <p>Les alarmes du système de sécurité incendie sont à la fois visuelles (gyrophares rouges) et sonores. Les alarmes incendie du site se reportent sur la centrale incendie (avec une mise en défaut et un voyant sous forme de flamme), le poste de garde, ainsi que sur des téléphones. Ce système comporte un écran sur lequel apparaît, par zone, l'ensemble des détecteurs présents sur le site.</p> <p>L'exploitant précise, pour ces équipements, qu'il n'existe pas de registre de suivi des anomalies constatées et que celles-ci ne sont pas reportées dans la GMAO existante (pour les installations électriques), mais précise, qu'une fois par mois, un point est réalisé en interne pour le bon suivi de ces non-conformités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, mettre en place un registre consignait l'ensemble des dates, modalités de contrôles et observations formulées par les organismes de contrôles des moyens de lutte contre l'incendie. Il devra également y indiquer le suivi des éventuelles actions correctives et les dates de réalisation de ces actions.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2005, article 5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique des fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <p>e- d'un système interne d'alerte incendie</p> <p>[...]</p> <p>g- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : Les constats réalisés dans le cadre de ce point de contrôle figurent en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2005, article 5.11
Thème(s) : Risques accidentels, Modification du POI
Prescription contrôlée : <p>Un Plan d'opération interne devra être réalisé dans un délai d'un an à dater de la notification du présent arrêté.</p> <p>Il prendra en compte les incidents ou accidents liés aux sources radioactives ou affectant les lieux où elles sont présentes.</p> <p>Il devra prévoir l'organisation et les moyens destinés à faire face aux risques d'exposition interne et externe aux rayonnements ionisants de toutes les personnes susceptibles d'être menacées.</p> <p>Une réserve de matériel de détection, de mesure, de protection, de neutralisation (telle que des substances absorbantes), de décontamination sera aménagée à proximité de l'atelier pour que le personnel compétent puisse intervenir rapidement en cas d'accident de manutention.</p> <p>Arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié</p> <p>Article 69 - Plan d'opération interne</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du Code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014.</p> <p>Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1^{er} janvier 2026.</p> <p>Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.</p> <p>Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>AM 26/05/2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement - Annexe V</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>

- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
 - f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
 - g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
 - h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- [...]

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'en cas de déclenchement du Plan d'opération interne (POI), le poste de contrôle de sécurité est situé dans le poste d'accueil du site, dans lequel se trouve le POI, sous format papier, ainsi qu'un plan de masse de l'ensemble du site, dont la dernière mise à jour date du mois de novembre 2025, sur lequel apparaît l'ensemble des bâtiments (avec leur numéro, leur dénomination et pour certains avec l'identification des risques qu'ils comprennent notamment le stockage de produits chimiques), l'ensemble des ateliers, ainsi que les éléments relatifs aux coupures des utilités (gaz, électricité notamment), coupure de l'oxygène, de l'hydrogène, etc... A ce titre, il a été constaté lors de l'inspection, par l'exploitant, qu'une vanne de coupure d'hydrogène avait été omise sur le plan. Une légende permet de comprendre aisément l'ensemble des pictogrammes reportés sur le plan. Ce plan correspond à un plan ETARE du SDIS et a été envoyé au SDIS. Ce plan est conçu de sorte qu'il puisse être écrit dessus par les services de secours

Toutefois, l'exploitant précise que ce plan n'est pas compris dans le POI, car celui-ci comprend des plans plus précis, notamment par locaux et par zones. Ainsi, à titre d'exemples, le POI comprend le plan du magasin de produits chimiques, ainsi que le plan de stockage des produits chimiques par alvéole. Le POI comprend également le plan général des activités.

L'exploitant indique également que si le site est doté d'un POI, pour gérer les procédures d'alertes, et compte également un DOI qui coordonne l'ensemble des ressources relatives à l'attaque incendie, un coordonnateur responsable secouriste (l'infirmière du site), une cellule extérieure et un rapporteur.

Le site comprend également un "local pompiers", à proximité du poste de contrôle, comprenant du matériel de secours (notamment des lances à eau, des extincteurs, des talkies-walkies), des équipements de secours (comme des casques, des combinaisons, des gants, etc...). Le site comprend plus de 60 secouristes formés et 14 personnes sont identifiées et formées en tant qu'équipiers de seconde intervention.

L'exploitant indique, qu'en raison des travaux actuellement en cours sur le site et de l'arrivée très récente de l'agent de sécurité, le POI est en cours de révision et que celui-ci devrait être finalisé au cours du premier trimestre 2026 et qu'il sera communiqué à l'Inspection en suivant.

L'Inspection a indiqué à l'exploitant qu'à compter du 1er janvier 2026, le POI devra comporter les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement (cf. supra). Ainsi, le POI devra notamment indiquer les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site, c'est-à-dire les mesures que l'exploitant entend mettre en œuvre en vue de réduire ou de limiter l'impact négatif que pourrait avoir l'incident ou de l'accident survenu en dehors de son site.

L'exploitant indique qu'en 2025, deux exercices POI sur la thématique risque chimique ont été réalisés sur le site. Le premier concerne une fuite d'hydrogène et le second un feu sur un chariot de type Fenwick dans le bâtiment G (magasin de produits chimiques). Ces exercices ont été réalisés en lien avec le SDIS qui en rédige les comptes-rendus ; l'exploitant indique ne pas en disposer.

L'exploitant a également mentionné la réalisation d'exercices risques majeurs, établis sur la base des 8 scénarios du POI, qui ont lieu tous les ans.

En outre, l'exploitant a indiqué réaliser des exercices d'évacuation du site, deux fois par an et des comptes-rendus sont rédigés à chaque fois. Ainsi, deux comptes-rendus d'exercice ont été communiqués à l'Inspection. Pour l'exercice d'évacuation réalisé le samedi 14/06/2025, le scénario retenu était une simulation d'un départ de feu dans le bâtiment A, salle 283, avec évacuation du personnel de week-end pour les bâtiments A, B, C. Le temps total de réalisation de l'exercice a été de 19 minutes.

Pour le second exercice, réalisé le 14/10/2025, le scénario choisi était l'exercice d'évacuation usine et s'est déroulé en 11 minutes.

Pour les deux exercices, les points positifs et négatifs sont relevés et un plan d'actions, ainsi que des actions correctives/pistes de progrès sont listés.

Ainsi, à titre d'exemple, sur l'exercice du 14/06/2025, il est indiqué que l'appel au SDIS est tombé au SDIS 33 et non au SDIS 19, un délai maximum est fixé au 18/06/2025, pour corriger ce point. Sur ce même exercice, l'importance de l'inscription sur le registre de présence et de ne pas cocher la sortie en même temps que l'entrée sur le site ont été relevées, avec une date limite de correction fixée au 30/09/2025.

L'exercice du 14/10/2025 ne permet, en revanche, pas de savoir si ces points ont été corrigés ou non, mais le plan d'actions figurant sur ce compte-rendu est intéressant en ce qu'il permet de déterminer la date de réalisation de l'action corrective et de déterminer qui en est responsable.

Par ailleurs, un exercice relatif à la radioprotection est également effectué, en lien avec l'Autorité de sûreté nucléaire, chaque année.

Enfin, un exercice/formation avec les équipiers de seconde intervention est également réalisé 1 fois par mois, sur 2 h.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra, sous 2 mois :

- corriger le POI présent dans le poste de contrôle sécurité en y faisant figurer la coupure d'hydrogène manquante,
- expliciter à l'Inspection la différence entre les exercices POI et les exercices risques majeurs réalisés sur le site.

- mettre à jour le POI , le cas échéant, en prenant en compte les dispositions prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement,
- transmettre au SDIS et à l'Inspection le POI ainsi ajusté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois